



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE
LORRAINE NORD

npa2009.org
npa-lorrainenord.org



www.npa2009.org/souscription

SI VOUS APPRÉCIEZ CE BULLETIN, AIDEZ LE NPA !

Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 66% de leur montant (les dons effectués avant le 31/12/2013 sont déductibles pour 2014)

Versement par carte bancaire sur notre site ou par chèque à l'ordre de «NPA souscription» à renvoyer à :
NPA souscription
2 rue Richard-Lenoir
93100 Montreuil.

IMPRIMÉ PAR NOS SOINS
NE PAS JETER
SUR LA VOIE PUBLIQUE

Le gouvernement PS-Medef, c'est maintenant !

BULLETIN DU NPA LORRAINE NORD – FILIERE AUTOMOBILE - 27 JANV. 2014

Avec Hollande et son « pacte de responsabilité », les patrons sont ravis. Avec la disparition des cotisations patronales d'ici 2017 pour la branche « famille » de la Sécu, ils ont enfin le feu vert pour détourner 30 milliards pris sur nos salaires. En effet, ces 30 milliards que les patrons sont chargés de verser à la branche famille de la Sécu pour payer les allocations familiales sont une part de nos salaires bruts. C'est à nous. La cotisation sociale est une part de nos salaires mise dans un pot commun et redistribuée aux chômeurs, aux familles, aux malades, aux retraités. Le projet Hollande c'est le hold-up du siècle !

Hollande câline les patrons

Et pour faire un écran de fumée devant l'énormité du hold-up, le Medef annonce la création d'un million d'emplois. Qui peut croire encore à de telles sornettes ? Ça fait plus de 30 ans que les exonérations de cotisations sociales des entreprises augmentent d'année en année pour atteindre le sommet de 27,6 milliards d'euros en 2012. Ce qui n'a pas empêché les licenciements et le chômage d'atteindre des chiffres records. La presse économique parle de 150 000 licenciements supplémentaires dans les mois qui viennent, pas de la création de 1 million d'emplois!

Si on rajoute le crédit d'impôt de 20 milliards d'euros, attribué aux entreprises, sans aucune contrepartie, et financé par l'augmentation récente de la TVA, Hollande satisfait ainsi toutes les demandes des patrons les unes après les autres.



Ce n'est plus de la déception, c'est de la rage !

Autant de cadeaux aux patrons de la part de ce gouvernement devraient inciter toutes les organisations syndicales, qui parlent au nom du monde du travail, à organiser dès maintenant une mobilisation d'ampleur de tous les salariéEs et privéEs d'emploi de ce pays. Et en aucun cas, elles ne devraient aller discuter autour d'une table avec les patrons et les ministres car il n'y a rien à négocier. Le coup du dialogue social, on nous l'a déjà fait trop de fois. Le résultat, c'est la défaite sans combat face à la contre-réforme des retraites et les accords pourris de compétitivité, machines de guerre contre le droit du travail. Il n'y a rien à discuter. Au contraire, il faut se préparer à l'épreuve de force avec le gouvernement et le patronat.

La colère du monde du travail doit s'exprimer

La semaine dernière, à l'occasion d'un rassemblement organisé devant l'usine Goodyear d'Amiens, des centaines de travailleurs dont les entreprises sont menacées de fermeture ou touchées par des plans massifs de licenciements se sont retrouvés pour exprimer leur colère et leur attente d'une mobilisation d'ensemble du monde du travail. C'était à la fois combatif mais bien insuffisant numériquement et il n'y a pas eu d'autres initiatives d'annoncé. C'est dommage, car quand on fait la liste de toutes les entreprises concernées par les licenciements, on voit bien qu'en réalité, un tel rassemblement devrait avoir lieu à l'échelle du pays. Une manifestation de tous et toutes pour crier cette colère en exigeant l'interdiction des licenciements mais aussi des embauches massives dans les services publics et les entreprises où les conditions de travail sont de plus en plus éprouvantes - pour un partage du travail qui s'attaquerait alors réellement au chômage - ce serait une première étape pour reprendre la contre-offensive face à ce gouvernement PS-Medef. Soyons toutes et tous actifs sur nos lieux de travail pour populariser et faire aboutir ce projet !

PSA : CASH IS KING, LE FRIC EST ROI !

L'Etat et le constructeur chinois Dongfeng devraient participer au renflouement de PSA en apportant à eux deux 1,6 milliard d'euros.

La famille Peugeot dispose de cette somme mais pour qu'elle paye, il aurait fallu la contraindre. Ne comptons pas sur Hollande ou Moscovici, copains de Gattaz et de la famille Peugeot pour cela !

En restant actionnaire la famille Peugeot fait coup double: elle se défait de responsabilités chez PSA pour investir et spéculer ailleurs et elle touchera les dividendes des restructurations si celles-ci s'avèrent rentables.

Pas d'hypocrisie: l'état et Dongfeng sont là pour que PSA renoue avec les bénéficiaires et mondialise son activité, quitte à procéder à de nouvelles casses de l'emploi.

Cela ne coûtera rien au contribuable déclare le gouvernement. Mensonge car l'argent public ne tombe pas du ciel. Le gouvernement aurait de l'argent pour aider la famille Peugeot mais pas pour les services publics ou la santé !

La prochaine étape pour le gouvernement, si l'orage passe, ce sera la sortie du capital. Pour l'emploi, un véritable contrôle public, exercé par les salariés et toute la population, est nécessaire et possible. Réquisition et expropriation des familles de rentiers !

Le transfuge Tavarès, passé plus vite que son ombre de numéro 2 Renault à numéro 1 PSA, a déclaré lors de sa première rencontre avec les syndicats : « Cash is king ». Traduisons « Le fric est le roi ». Renversons la dictature du fric pour de bon !

PSA TREMERY : LA DIRECTION VEUT NOUS PIQUER LA QUATRIÈME SEMAINE DE CONGÉS

Fin décembre la direction a annoncé qu'elle voudrait utiliser nos congés comme variable d'ajustement des stocks. Elle ferait commencer les congés le vendredi 25 juillet 2014 en fin de poste avec retour le lundi 18 août 2014 équipe du matin. Ce qui ne va pas faciliter la réservation pour des congés fin juillet-début août. Puis 3 jours de la 4ème semaine de congés payés seraient positionnés les 29, 30 et 31 octobre 2014. Enfin la 5ème semaine de congés commencerait le vendredi 19 décembre 2014 en fin de poste avec retour le 2 janvier 2015 en équipe du matin. Le positionnement du reliquat des congés payés serait décidé le mercredi 31 décembre 2014.

Les délégués du personnel doivent encore se prononcer. Mais s'il y en a qui votent ce holdup, ça risque de mal se passer pour eux.

GENERAL MOTORS A ENPOCHÉ 90 MILLIONS EN QUITTANT PSA

En mars 2012, GM avait déboursé 304 millions d'euros pour acheter 7 % des actions de PSA, à 8,27€ l'action. La revente aujourd'hui au prix du marché lui assure une plus-value proche de 90 millions. Le champ est libre pour la négociation avec le constructeur Dongfeng. Tout ça bien sûr sur le dos des salariés, en programmant la fermeture d'une chaîne sur deux aux usines de Poissy et de Mulhouse. Ceux qui font ainsi valser les milliards créés par notre travail doivent être expropriés, et les 2,5 milliards de la fortune de la famille Peugeot planqués en Suisse récupérés.

SOVAB : UN CAMOUFLET POUR L'ACCORD COMPÉTITIVITÉ RENAULT

Les salariés de la SOVAB ont gagné une première manche ! La cour d'appel de Versailles a ordonné un amendement à l'accord de compétitivité Renault tel que l'avaient signé la direction et quelques syndicats. Le tribunal avait été saisi par la fédération de la métallurgie CGT suite aux actions de l'intersyndicale CGT SUD CFTC à la SOVAB.

La direction Renault avait voulu imposer l'application de l'accord antisocial de compétitivité à la SOVAB, alors que celui-ci était moins favorable, en termes de temps de travail, que les dispositions en vigueur dans l'usine. Elle s'appuyait sur une phrase de l'accord selon laquelle l'accord devait partout s'appliquer « de plein droit ». Cette phrase a été jugée illégale par la cour d'appel de Versailles confirmant qu'il est interdit d'appliquer de plein droit des dispositions moins favorables aux salariés que celles existantes.

Camouflet pour la direction Renault, mais aussi pour les syndicats signataires qui avaient accepté de céder au bon plaisir de la direction.

Cette victoire juridique ne règle pas tout, mais c'est une vraie victoire limitant les possibilités d'action de la direction de Renault. Ce jugement doit faire jurisprudence, popularisons-le! C'est une aide précieuse aux luttes qui ont déjà commencées, à l'exemple de la SOVAB de Batilly, pour s'opposer à l'application de l'accord de compétitivité Renault.

GOODYEAR SOLIDARITE !

Dans le froid et sous la pluie, 300 militantEs se sont retrouvés vendredi 17 janvier pour manifester leur solidarité avec les salariéEs de Goodyear et échanger sur leur préoccupation de regrouper les colères. Est-ce les mauvaises conditions climatiques qui ont découragé Thierry LEPAON et Laurent Berger et tous les responsables fédéraux ?

Sur le parking de l'usine Mickaël WAEMEN a, longuement, rappelé les enjeux de la lutte des Goodyear et présenté la nouvelle situation à laquelle ils sont confrontés. La plupart des recours juridiques sont allés au bout avec des décisions défavorable et les salariéEs engagent une lutte déterminée pour que leur licenciement ne se transforme pas en catastrophe sociale. Il s'agit de faire payer au prix fort la perte de leurs emplois, de leur moyen de vivre tout en imposant à un éventuel repreneur d'une partie de l'activité des conditions salariales et de travail qui ne rayent pas d'un coup de plume les acquis de dizaines d'années de lutte sur ce site.

Au micro, tous les intervenants ont insisté sur leur soutien inconditionnel au combat des Goodyear et la nécessité de la convergence des luttes, des mobilisations. Avec le sentiment d'un abandon complet des structures syndicales dont c'est l'un des boulots. Oui, nous ne devons compter que sur nos propres forces. Une lourde tâche face à des patrons qui eux se tiennent les coudes et bénéficie du soutien, également inconditionnel, du gouvernement.